

# La Lettre Du Militant Syndical

- diffusée à toutes les AGE, la lettre est éditée par des militants de l'UNEF -  
7 mai 1997, n°16.

## DECLARATION DE L'ACE-UNEF APRES LE 78<sup>e</sup> CONGRES

### Un congrès sans campagne de rentrée contre les projets Bayrou.

Le congrès a évoqué les projets Bayrou sans en faire le centre du débat pour déterminer la meilleure attitude à adopter pour les faire reculer. Nous ne pouvons nous contenter d'une simple opposition à la politique du ministère et ne pas prendre d'initiatives qui placent l'UNEF en situation de combat. Nous avons proposé la tenue d'une Conférence Nationale Unitaire sur la base du retrait des projets Bayrou. Plusieurs délégations étaient porteuses de cette même exigence : Lille, Rouen, auxquelles s'ajoutaient des délégués de Toulouse, Grenoble, Jussieu, Tours ... Malheureusement, notre motion de campagne ne fut pas soumise au vote, comme l'ensemble des autres motions, pour des raisons horaires.

Par ailleurs, nous sommes très surpris du discours introductif au congrès demandant aux militants de veiller à ce que les «*commissions d'orientation*» de la réforme pédagogique ne se transforment pas en machine à sélection, alors même que nous exigeons le retrait des projets Bayrou ! L'exigence du retrait des projets Bayrou restera un vœu pieux si l'UNEF ne s'engage pas dans une campagne nationale. Nous ne sommes pas opposés à la lutte fac par fac, mais au refus de les coordonner au plan national, alors que le problème posé est d'ordre national. En rentrant du congrès de Toulouse, les délégués viennent d'apprendre que le Président de l'université de Caen envisage de supprimer la session de septembre. Nous allons bien sûr nous battre dès maintenant sur ce point, mais cette bataille locale n'enlève en rien à la nécessité de se battre nationalement pour le retrait de la réforme pédagogique, la suppression de la session de septembre restant toujours possible dans les textes réglementaires. Nous n'aurons rien à gagner à limiter nos luttes localement si ce n'est à fatiguer les militants.

### L'adoption d'un «réseau d'organisation» non syndicale

Nous sommes aussi très inquiets de l'adoption d'un réseau d'organisation avec la FAGE, corpos locales et l'UNEF-ID. Ce dernier propose de son côté une «*maison commune*», version UNEF-ID du réseau adopté par les congressistes. Nous ne comprenons pas la nécessité d'instituer des réseaux alors que toutes les AGE le possèdent dès qu'il s'agit de réunir des forces locales sur des points précis. Pourquoi formaliser une situation informelle ? Pour notre part, nous estimons qu'il y a un débat au sommet de la direction de

l'UNEF pour disposer d'une organisation de masse mais non syndicale en privilégiant des points d'accords plutôt contestables. L'UNEF-ID soutient les projets Bayrou, mais reproche le manque de moyens. Cette organisation propose de lutter pour une loi de programmation budgétaire pour financer l'Agence de modernisation, le guichet unique, le plan université 2000+, etc. Nous devons être prudents pour ne pas financer les mesures de casse de l'enseignement supérieur. Dans ces conditions, pourquoi privilégier un axe de bataille pour les mois à venir pour une loi de programmation budgétaire comme... l'UNEF-ID. Nous maintenons notre proposition d'une intersyndicale avec le SNTRS-CGT, le SNPRES-FO et le SNCS, trois syndicats ayant pris position pour le retrait des projets Bayrou pour étudier une campagne commune. Localement, nous pourrions prospecter les organisations favorables à notre position et les appeler à combattre à nos côtés. C'est la seule manière correcte pour apprécier l'attitude à avoir avec d'autres organisations quelles qu'elles soient. C'est la seule manière de construire un syndicat de lutte sur des bases claires.

Le réseau nous entraîne dans un mélange d'organisations aux intérêts divergeants. Nous ne sommes pas opposés à une alliance avec l'UNEF-ID par sectarisme, mais nous nous opposons à tout opportunisme. Les conditions ne sont pas réunies à l'heure actuelle pour envisager une réunification (incluant des associations locales) car cela irait dans le sens d'un recul pour tous les étudiants sur le plan revendicatif et syndical. Attelons nous pour l'instant à l'unité syndicale contre Bayrou.

### **Contre la cristallisation dans le syndicat**

Lors du congrès, il est apparu des majorités mouvantes selon les thèmes abordés. Ainsi, certains congressistes prenaient position pour «des papiers pour tous» à tous les immigrés et une autre majorité l'emportait pour entériner le réseau d'organisation. Certains camarades pensent les débats en terme de camp contre camp, ce qui ne favorise pas à la fois l'unité de l'UNEF et la volonté de convaincre tous les militants de l'UNEF. Nous ne voyons pas les débats de manière figée. Au contraire, nous pensons que les militants réellement attachés au syndicalisme étudiant, qui cherchent des solutions aux problèmes soulevés par les politiques universitaires ne sont pas indifférents à ce que nous disons. Nous sommes pour des discussions tous azimut dans le syndicat de manière horizontale et verticale pour la libre discussion de tous.

### **Contre les prises de positions erronées**

Des camarades du congrès ont affirmé que les positions nouvelles de l'UNEF conduisaient à faire de notre syndicat un appendice du corporatisme. (refus d'un syndicat de transformation sociale). Il y aurait rupture avec le passé. Nous nous inscrivons en faux contre cette assertion. D'une part, l'histoire de l'UNEF est marquée par des dérapages oubliant le syndicalisme (1981-1985 : orientations de coop-UNEF, prestataires de services) et de remontée d'activités syndicales (à partir de 1986). L'UNEF tangué entre les deux activités avec une dominante entre les deux pôles. Au 78<sup>e</sup> congrès, l'UNEF prend un mauvais chemin avec l'axe UNEF-UNEF-ID-FAGE. En même temps les textes de congrès se réfèrent toujours au syndicalisme. Le corporatisme consiste à segmenter, cloisonner les activités de l'UNEF par filière, UFR, université sans chercher un regroupement des luttes au niveau national. On n'avait pas besoin du 78<sup>e</sup> congrès pour ceci, cette orientation étant présente dans les congrès précédents. Nous affirmons que le corporatisme peut aller très loin en limitant l'action étudiante au terrain universitaire, en la détachant volontairement des luttes du mouvement ouvrier proprement dites. L'UNEF est toujours un syndicat, même si certains aspects vont dans sa remise en cause.

**ACE-UNEF, Esplanade de la Paix, Université de Caen, 14032 Caen cedex.  
téléphone 02 31 56 64 59**

**L'ACE-UNEF sur Internet, <http://www.org/11/aceunef/>  
Notre boîte aux lettres : E-mail: [aceunef@mygale.org](mailto:aceunef@mygale.org)**